

Russie

Caucase russe, le rideau de fer médiatique

Daghestan, Ingouchie, Tchétchénie

Jun 2009

Enquête : Tikhon Dziadko, Jean-François Julliard et Elsa Vidal

Reporters sans frontières - Bureau Europe & Ex-URSS

47, rue Vivienne - 75002 Paris

Tél : (33) 1 44 83 84 67 - Fax : (33) 1 45 23 11 51

E-mail : europe@rsf.org

Web : www.rsf.org

Après quinze ans de violences, la communauté internationale s'est progressivement désintéressée du Caucase russe. Reporters sans frontières a souhaité rencontrer les acteurs de ces sociétés que Moscou présente comme "normalisées" ou "en voie de normalisation".

Si les combats et les bombardements ont cessé, et si les autorités fédérales russes se sont prononcées, le 16 avril 2009, en faveur de la levée du régime de "zone d'opération antiterroriste" (KTO) en Tchétchénie, les violences et les tensions dominent encore largement dans la région. Il ne se passe pas une semaine sans que des affrontements fassent de nouvelles victimes. Le 22 juin 2009, le président Evkourov a été la cible d'un attentat à la voiture piégée qui l'a laissé dans un état grave. Au Daghestan voisin, le 5 juin, un autre attentat a coûté la vie au ministre de l'Intérieur, entraînant une visite surprise du président russe, Dmitri Medvedev, quelques jours plus tard. Et Moscou a été récemment contrainte de réinstaurer temporairement le statut de KTO dans trois districts de la République tchétchène.

La paix et l'ordre ne règnent nullement dans le Caucase russe. Pourtant, rares sont les voix qui rendent compte des épreuves traversées par les habitants de ces territoires. Evidemment, il y avait Anna Politkovskaïa qui, pour *Novaïa Gazeta*, a arpenté ces républiques. Aujourd'hui, d'autres journalistes ont pris la suite. Mais bien souvent, ils le font de Moscou ou depuis l'étranger. C'est pourquoi, Reporters sans frontières s'est rendue sur place et s'est entretenue avec des journalistes qui vivent et travaillent dans ces régions, et n'ont pas la possibilité de les quitter.

Quelles pressions s'exercent sur ces journalistes ? A quelle information la population a-t-elle accès ? Quels sont les principes qui régissent les rapports entre la presse et le pouvoir ? Autant d'enjeux déterminants pour l'établissement de la démocratie et de la paix dans la région.

Reporters sans frontières a mené cette enquête dans trois républiques du Caucase russe : le Daghestan, l'Ingouchie et la Tchétchénie. Les représentants de l'organisation ont rencontré le président de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov¹, le président ingouche, Iounous-Bek Evkourov², des journalistes indépendants, des défenseurs des droits de l'homme et des représentants de la société civile.

¹ Président de la République de Tchétchénie depuis le 5 avril 2007.

² Président de la République d'Ingouchie depuis le 1er novembre 2008.

Le porte-voix des autorités



Grozny, portraits du Président tchétchène R. Kadyrov et du Président russe D. Medvedev sur immeuble en construction.

Héritage de l'époque soviétique ou conséquence de la guerre et de la déstabilisation, la presse locale est avant tout officielle ou considérée comme telle. Les médias indépendants (privés ou créés par des associations ou des organisations non gouvernementales) sont très minoritaires, souvent autofinancés et exposés aux pressions.

La population tchétchène vivant dans la République dispose, selon Viskhan Aboukhadjiev, ancien responsable du service de presse de Ramzan Kadyrov, de cinq journaux diffusés sur l'ensemble du territoire, de quatre magazines, du journal de la ville de Grozny et de quinze journaux de district.

En termes de presse audiovisuelle, deux chaînes locales émettent sur la totalité du territoire (*Pout*, religieuse, et *Molodioj*, pour la jeunesse) et chaque district possède une chaîne de télévision et radio, qui sont "plutôt axées sur le divertissement mais diffusent aussi des flashes d'informations". Il y a également *TV Grozny*, disponible via le satellite. Quant aux médias de Moscou, les principales

chaînes sont accessibles gratuitement : *Rossia, Pervyi Kanal, NTV, Ren TV, TRK Peterbourg*. La population peut aussi accéder à d'autres chaînes par satellite, dont des télévisions internationales. Quant à la presse écrite privée, on trouve plusieurs titres, comme *Argumenty i Fakty, Novaïa Gazeta, Kommersant, Moskovskiy Komsomolets*, "sans aucune limitation". "Si la demande existe, alors le journal trouvera sa place. C'est une économie de marché où la demande joue un rôle essentiel. Et si elle est inexistante, vous ne trouverez pas le titre", insiste Viskhan Aboukhadjyev. Reporters sans frontières a pu trouver certains de ces titres à l'aéroport de Grozny, mais n'a pas pu confirmer leur présence dans d'autres endroits de la République.



Russie

Caucase russe, le rideau de fer médiatique

Daghestan, Ingouchie, Tchétchénie

Ramzan Kadyrov :

« Les journalistes peuvent me critiquer, d'ailleurs, je le leur demande »

Reporters sans frontières a rencontré le président de la République de Tchétchénie, le 8 mars 2009 à Grozny.

Pourquoi aidez-vous autant la presse ?

Ramzan Kadyrov : Les journalistes sont des gens dangereux. Si je ne les aide pas, ils vont travailler contre moi. Ils ont travaillé avec le premier président [A. Kadyrov, ndlr] pendant la guerre. Ils ont été comme des démineurs, ils ont servi le peuple. Ils ont conseillé mon père. Comme nous aidons la population dans son entier, il est normal de les aider.

Les journalistes sont-ils libres aujourd'hui ?

Ramzan Kadyrov : Si des journalistes pensent le contraire, ils peuvent s'adresser au juge ou au parquet. Ils peuvent me critiquer. D'ailleurs, je le leur demande. Et s'ils le font, je ferai tout pour me réformer.

Le font-ils ?

Ramzan Kadyrov : Je fais tout ce que je peux pour ne pas leur donner des raisons de le faire.

Et la presse étrangère ?

Ramzan Kadyrov : Ceux qui viennent ici disent rarement la vérité. Ils viennent souvent sur ordre pour critiquer la Tchétchénie et me critiquer. Depuis la guerre, nous avons beaucoup fait. Mais rares sont ceux qui le disent.

Qu'est-ce qu'un bon journaliste ?

Ramzan Kadyrov : Un journaliste qui dit la vérité.

Savez-vous qui a tué Anna Politkovskaïa? Pensez-vous que sa mort soit liée à son travail en Tchétchénie ?

Ramzan Kadyrov : Ce n'est pas une question pour moi, mais pour la justice et les services secrets. Bien des choses qu'elle a publiées n'étaient pas vraies. Il y avait des gens comme Berezowski ou d'autres, qui travaillaient contre nous. Mais, en tout cas, sa mort n'était pas dans notre intérêt, nous aurions eu besoin qu'elle voie et décrive notre action. Nous n'avions pas de raison de la tuer.

Que dites-vous aux journalistes qui ont peur de vous critiquer ?

Ramzan Kadyrov : Ils devraient démissionner ou on devrait les licencier, car ils trompent leur employeur. Un journaliste doit oser poser toutes les questions. Je suis prêt à discuter avec chaque journaliste de tous les sujets qu'il n'ose pas aborder et à répondre à n'importe quelle question.

Pourquoi avez-vous décidé de créer une télévision religieuse ?

Ramzan Kadyrov : Nous avons connu deux guerres ici. Elles avaient pour cause une mauvaise compréhension de l'islam. Les chefs de guerre ont utilisé cette religion contre la Russie. Et nous voulons montrer que l'islam n'est pas une religion guerrière mais une religion de l'amitié et de la paix, qui appelle à bien faire. Avec ce que nous faisons aujourd'hui, les Arabes [les wahabbites, ndlr], n'auront pas de raison de venir ici.

Il y a longtemps qu'aucun journaliste n'a été enlevé ou tué en Tchétchénie, c'est le résultat de votre politique ?

Ramzan Kadyrov : Oui, c'est la République la plus sûre de Russie. Nous faisons tout pour cela et travaillons jour et nuit. La police est payée, elle fait son travail.

Les responsables politiques tchétchènes rencontrés par Reporters sans frontières, à commencer par Ramzan Kadyrov, ont tous insisté sur l'intérêt qu'ils témoignent aux médias, affichant à l'occasion leur respect pour une profession qui a beaucoup souffert pendant les deux guerres (voir en annexe la liste des journalistes tués ou disparus). Mais leur conception de la fonction et de la responsabilité sociale des journalistes dans le destin de la République laisse perplexe.

Pour le ministre chargé des Médias, Chamsaïl Saraliev, "la position du gouvernement et du Président est que les journalistes peuvent écrire tout ce qu'ils veulent et mener leurs propres enquêtes". La seule exigence du pouvoir : "Qu'ils écrivent objectivement." Le ministre assume le fait que son administration mène une activité "propagandiste" qui s'efforce de "réunir les Tchétchènes" après une longue crise. Et d'assigner aux médias un rôle dans cette politique de réunification, puisque, dit-il, "si nous n'avions pas été divisés, nous n'aurions pas eu de guerre".

Selon lui, le gouvernement actuel s'est donné plusieurs objectifs, dont la moralisation de la société. Les médias sont priés d'y contribuer activement. C'est ce qui explique "la création de la chaîne *Pout* [religieuse], mais aussi de la diffusion de films et d'informations réalisés pour soutenir le développement moral de la population via la presse", souligne le ministre.



Mosquée - Centre-ville de Grozny

La dimension religieuse du message transmis à la population apparaît nécessaire aux dirigeants car "les religions condamnent toutes le meurtre, l'ivresse, la drogue". Il est évident, à parcourir le centre de Grozny, que la ferveur religieuse est encouragée. Les réverbères de l'ancienne "avenue de la Victoire", rebaptisée "avenue *Poutine*", sont ornés d'un croissant et d'une étoile à leur sommet. Une mosquée, présentée comme la plus grande d'Europe, œuvre d'entrepreneurs turcs,

trône au centre de la ville. Et il est désormais interdit de consommer de l'alcool dans les lieux publics. Des enseignements du prophète Mahomet ornent de nombreuses banderoles, aux côtés de citations de l'actuel Président, ou de son père, le mufti Akhmad Kadyrov, lui-même président de la République de 2000 à 2004, année de son assassinat.

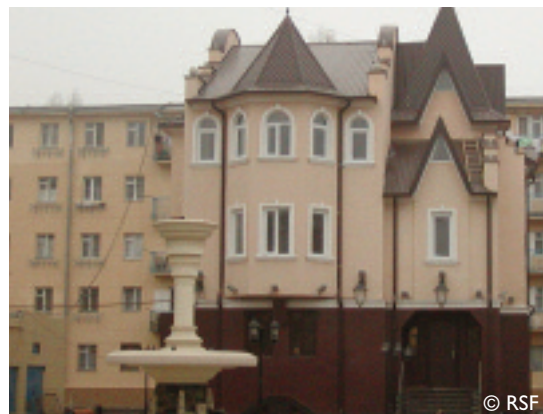
Quant au traitement réservé à la Tchétchénie par la presse internationale, il soulève les critiques de tous les représentants du pouvoir rencontrés. Pour eux, les journalistes étrangers s'ingénient à dépeindre une situation exagérément noire et négligent systématiquement de reconnaître les points positifs de la politique actuelle et les réalisations du gouvernement.

Une équipe de jeunes journalistes, rencontrée à Grozny, à la veille de la Journée de la femme (8 mars 2009), abonde dans le même sens. A une question sur l'évolution de la situation en Tchétchénie, l'une des jeunes femmes répond simplement : "Ça saute aux yeux, non ? Il suffit de regarder la ville."



Avenue V.V. Poutine - Grozny

Les constructions rutilantes du centre ville, l'illumination de l'avenue *Poutine*, les portraits des dirigeants qui ornent les immeubles en construction témoignent de l'effort de reconstruction mis en œuvre par l'administration Kadyrov et du culte de la personnalité en vigueur. Mais de quelle latitude disposent donc les journalistes ? Se laissent-ils enrôler au service de la reconstruction et de l'union du peuple tchétchène avec autant d'enthousiasme que ces jeunes confrères ?



Habitation récente - Grozny

Médias fauteurs de guerre ?

Le rédacteur en chef de *Goums* (journal du district de Goudermes), par ailleurs président de l'Union des journalistes tchétchènes, souligne le caractère « singulier » de la situation en Tchétchénie et présente un tableau plus sombre que celui dressé par les autorités.

"La guerre vient de se terminer. C'est pourquoi toute la presse est financée par le gouvernement qui l'a créée. Une presse comme celle que l'on peut lire en Europe, nous l'avons connue pendant la présidence de Doudaïev", concède Khojbaudi Borkhadjiev. "C'était bien, mais cela a aussi contribué à diviser la société, et ces divisions ont causé la guerre", ajoute-t-il.

Le rédacteur en chef affirme ne pas savoir si les journalistes ont peur de critiquer le Président, mais qu'il est, en revanche, tout à fait possible de le faire pour ses proches et que, si la critique est fondée, Ramzan Kadyrov en tient compte. "Le Président connaît bien le travail des médias et nous aide. C'est l'unique région en Russie, où le pouvoir aide autant les journalistes", précise-t-il.

C'est d'ailleurs pour exprimer la gratitude de la profession que la branche tchétchène de l'Union des journalistes a décidé, le 5 février 2008, de remettre à Ramzan Kadyrov une carte de membre. Une décision annulée le lendemain par l'Union des journalistes russes après que plusieurs membres ont menacé de démissionner. En retour, la branche tchétchène de l'organisation a fait scission. Selon Khojbaudi Borkhadjiev, cette décision avait été prise après vérification de l'existence d'un précédent, à Novossibirsk.

Goums traite de la morale, de la reconstruction, mais aussi du chômage. "Même si les ministres nous demandent de publier des félicitations (...) et si nous recevons l'information du gouvernement et de l'agence de presse officielle, en définitive, c'est moi qui choisis le contenu que je publie" affirme Khojbaudi Borkhadjiev. "Nos articles peuvent être critiques. Nous publions même des courriers de lecteurs".



Goums

³ Président indépendantiste, élu en 1997 et assassiné en 2005

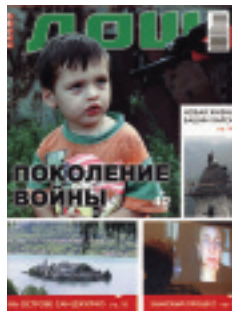
Pour lui, "les lecteurs sont gâtés", puisque les journaux sont gratuits aux deux tiers environ, et que seuls trois sont vendus en kiosque (*Groznenskii Rabotchii, Demokratiya, Tchetchenskii Pravozachitnik*).

Lioma Tourpalov est rédacteur en chef de *Groznenskii Rabotchii*, l'un des rares journaux privés de la République. Il est également responsable de la faculté de journalisme de l'Université de Grozny. A demi-mots il évoque l'autocensure.

"Ici comme dans tous les systèmes politiques, il faut être intelligent et ne pas faire de critiques gratuites pour ne pas être puni." Il compte sur l'intelligence du lecteur pour comprendre que derrière la critique de l'action d'un ministère, il est question du ministre lui-même. Il existe tout de même un tabou, le président Kadyrov. Et comme pour compenser ce désagrément, il précise qu'il est tout à fait possible de critiquer le Président et le Premier ministre russes.

Il reconnaît tout de même l'existence de difficultés bien réelles d'accès à l'information. "Dans la période d'après Aslan Maskhadov³, nous étions plus libres, on pouvait en dire beaucoup plus". "Auparavant, il y avait deux autres journaux indépendants, *Tchetchenskoïe Obchestvo* et *Golos Tchetchenskoï Respubliki*. Mais ils ont cessé de paraître depuis plus d'un an."

Selon une source locale, le rédacteur en chef de *Tchetchenskoïe Obchestvo*, Timour Aliev, s'était présenté aux élections parlementaires. Vaincu, il avait déclaré à la télévision que le scrutin était entaché de fraudes. Il a été contredit par Ramzan Kadyrov et l'ombudsman pour les droits de l'homme, avant de recevoir de sérieuses menaces. Il est par la suite, devenu conseiller pour la presse du président Kadyrov.



Dosh

"Aujourd'hui on ne doit parler que de ce qui fonctionne bien". Selon l'un des correspondants de *Dosh*, un magazine sur le Caucase publié à Moscou, "le meilleur moment pour la presse était sous Djokhar Doudaïev. Les articles étaient plus audacieux et plus honnêtes, on publiait beaucoup de lettres de citoyens. A l'époque de Doudaïev, pas un seul journaliste n'a disparu, n'a été tué ou battu."

Le désert ingouche

A une heure et demie de Grozny, dans la République voisine d'Ingouchie, pèse un silence de mort, troublé par de rares voix dissidentes : celles

de l'opposition, du site *Ingushetia.org*⁴ ou d'un journal récemment créé par des militants des droits de l'homme.

Pour les autorités, la presse est une "courroie de transmission" de l'information officielle vers le public. Comme en Tchétchénie, l'absence de débat politique est manifeste. Le paysage médiatique est encore plus vide.



Nazran, Ingouchie

© RSF

tricts, à celles des ministères, et, enfin, à quelques magazines de petites annonces. Seules deux publications indépendantes ou d'opposition s'y ajoutent (*Daimokhk* et *Obshestvennaïa Tribuna Ingushetii*), ainsi que les titres de la presse moscovite et internationale.

La population a accès aux principales chaînes télévisées fédérales ainsi qu'à une filiale de la compagnie de radiotélévision russe VGTRK qui diffuse des programmes locaux, deux heures par jour. De l'avis même de la présidence, le contenu est à 60 % composé d'information officielle.

Russie Caucase russe, le rideau de fer médiatique

Daghestan, Ingouchie, Tchétchénie



Maison de la presse, Grozny, Tchétchénie.

© RSF



Monument à la mémoire des journalistes, Grozny, Tchétchénie.

© RSF

Un monument à la mémoire des journalistes tués en Tchétchénie

Le 11 décembre 2006, un monument « à la mémoire des journalistes morts pour la liberté d'expression » a été érigé dans le centre de Grozny, en face de la Maison de la presse. Depuis, cette journée est dédiée à la mémoire des professionnels des médias tombés depuis le début de la guerre, le 11 décembre 1994. Les autorités estiment à 22 le nombre de tués, et à 100 celui des blessés. Lors des cérémonies en hommage aux professionnels des médias, le nom d'Anna Politkovskaïa n'a jamais été évoqué.

Les autorités locales déplorent l'absence de Maison de la presse (*Dom Pechati*). Dans les autres républiques, cette institution, héritée de l'époque soviétique, abrite généralement le ministère chargé de la presse, ainsi que plusieurs rédactions qui y louent des locaux, et l'Union des journalistes. Elle symbolise la proximité incestueuse du pouvoir et des médias, mais témoigne aussi d'un développement - même embryonnaire - de la presse officielle, que les autorités associent à une certaine "normalité". A Grozny, cette maison est située dans le centre, en face d'un monument élevé à la mémoire des journalistes tombés dans la République (voir photo ci-dessus).

L'ancien responsable de la presse du Président, Bers Evloïev, a vite fait de dresser le tableau des médias disponibles dans la République. Ils se limitent, pour la presse écrite, à deux journaux distribués sur l'ensemble du territoire (dont l'un est gouvernemental), aux publications municipales et des dis

Une des innovations mises en place par l'administration du président Iounous-Bek Evkourov a été d'organiser la participation de membres du gouvernement à une émission mensuelle de dialogue avec les habitants, "Dialogue ouvert avec la population", sur la chaîne publique. Les Ingouches peuvent ainsi poser leurs questions en direct aux représentants du pouvoir. Mais cette initiative ne saurait pallier le manque crucial de pluralisme.



Siège du gouvernement Ingouche, Magas, Ingouchie

© RSF

⁴ Fondée en 2001 et propriété de Magomed Evloïev, qui a été abattu le 31 août 2008, alors qu'ils se trouvaient aux mains d'agents du ministère Ingouche de l'Intérieur

Dans cette région instable en proie à l'insécurité, faute de presse indépendante accessible à l'ensemble de la population, l'absence d'un véritable espace de dialogue et de débat laisse le pouvoir et l'opposition dans un face-à-face tendu.

Lors d'un entretien accordé à Reporters sans frontières, le président Evkourov, reconnaît deux problèmes majeurs pour la presse en Ingouchie : l'insécurité et des conditions de travail matériellement insatisfaisantes.

Cependant, il reste très sceptique, pour ne pas dire critique, vis-à-vis des sources d'information alternatives dans la République. Les sites d'informations indépendants, qui dénoncent les brutalités policières, les exactions et la corruption dans la région, lui inspirent plus de reproches que de compliments.

Il insiste notamment sur des informations erronées que ceux-ci auraient publiées ou sur le caractère « provocateur » de certains articles disponibles, par exemple, sur *Ingushetia.org*. Pour lui, la liberté d'expression des journalistes est maintenant bien réelle et « même l'opposition radicale peut s'exprimer », « tant qu'elle n'enfreint pas la loi ».

Pourtant, loin de ces propos rassurants, les tensions sont bien palpables.

D'un côté, l'opposition est soutenue par une population désespérée par l'inaction des autorités face aux exactions. De l'autre, le pouvoir semble arc-bouté sur des positions intransigeantes et impuissant à mettre en œuvre les changements nécessaires.

Sur un dossier aussi sensible que celui de la mort de l'opposant et journaliste Magomed Evloïev, source de manifestations en Ingouchie et de pressions internationales, la position officielle est on ne peut plus rigide. Le Président repousse l'idée même qu'il ait pu y avoir un projet visant à éliminer le propriétaire du site d'informations. Un argument suffit à clore le débat : « Il aurait été facile de le tuer à Moscou, où il n'était pas accompagné de gardes du corps. »

Iounous-Bek Evkourov se montre optimiste : l'enquête en cours a permis d'établir l'identité du tireur présumé. Il s'agit de l'ancien chef de la sécurité du MVD, Ibraguim Evloïev. Ce dernier sera poursuivi pénalement pour « meurtre par imprudence », et les autres agents du ministère, impliqués dans l'arrestation et la mort du journaliste, devraient faire l'objet d'une enquête administrative.

Ce qui revient à dire que la requalification de la mort de Magomed Evloïev en « assassinat » est écartée. Et que le jugement des responsables de ce crime ne constitue plus une priorité. Le 20 mars, le parquet ingouche a d'ailleurs annoncé qu'il renonçait à enquêter sur l'interpellation illégale de Magomed Evloïev, revenant ainsi sur la décision qu'il avait prise au mois de février. Depuis, le juge en charge du dossier a été déssaisi en raison de ses liens de parenté avec le principal suspect.



Rassemblement devant le ministère de l'intérieur ingouche, Nazran

Si tout est revenu à la normale en Ingouchie et si la liberté d'expression y règne, alors, pourquoi le site *Ingushetia.org* est-il toujours bloqué ? Cette censure résulterait, selon le pouvoir, de la seule décision d'un fournisseur d'accès. D'ailleurs, précise le Président, il est malgré tout possible d'accéder au site au moyen de serveurs dits « proxy ».

Reporters sans frontières a assisté à un rassemblement, devant les locaux du ministère de l'Intérieur, des familles de douze détenus suspects de terrorisme et en attente d'un jugement depuis plus de quatre ans.

Leur inquiétude pour la santé des suspects, en raison notamment de la grève de la faim que ces derniers avaient entamée, était renforcée par des rumeurs de torture. A la demande des familles, l'organisation de défense de la liberté de la presse a évoqué ce sujet avec le Président. Selon Iounous-Bek Evkourov, ces hommes n'ont pas fait l'objet de mauvais traitements. Et il sont présents dans la République pour y être jugés.

Il n'est donc pas surprenant que le changement à la tête de la République, en novembre 2008, ne se soit pas traduit par un printemps des médias. Les pouvoirs du chef de l'exécutif local sont limités et la solution aux troubles qui agitent l'Ingouchie ne saurait se trouver à Magas (capitale) uniquement.

Dans ce contexte de "changement dans la continuité", les ONG jouent un rôle essentiel en venant occuper le vide laissé par une presse indépendante chétive et exposée aux menaces et une presse publique aux ordres.

Le palliatif des ONG



Obchestvennaia Tribuna Ingushetii

En Ingouchie, plusieurs ONG se sont regroupées pour publier un mensuel, *Obchestvennaia Tribuna Ingushetii*. Conçu initialement comme une tribune pour ces organisations et pour inciter la population à recourir à leurs services, il aborde des thèmes rarement traités dans les médias officiels. Imprimé et diffusé sans aide publique, et dénué de but lucratif, le mensuel est diffusé en partie gratuitement.

Magomed Moutsoulgov, fondateur de *Mashr* (Paix), l'une des ONG à l'origine de cette initiative, rassemble de longue date des données concernant les enlèvements, demandes de rançon et exécutions sommaires en Ingouchie. Selon l'organisation, depuis 2002, 170 personnes ont été enlevées et plus de mille ont été tuées. À l'époque, à défaut de médias, ces chiffres étaient publiés sur des sites Internet (dont *Ingushetia.org*) mais aussi distribués au moyen de CD. Le changement à la tête de la République, à défaut d'apporter une solution globale, a rendu possible la création d'un journal.

"Avant, confie Magomed Moutsoulgov, vous pouviez diffuser à l'antenne une annonce concernant la perte d'une vache pour 60 ou 80 roubles, mais jamais vous n'auriez pu faire savoir, même pour des milliers de dollars, qu'un homme avait disparu. Les autorités dissimulaient systématiquement ce qui se passait dans la République (tirs, attentats, etc.). Aujourd'hui, la télévision locale signale enfin les actes terroristes et les disparitions. La presse écrite commence également à en parler. Et le Président a eu le souci de rencontrer les ONG pour initier un dialogue", explique-t-il.

Il s'empresse d'apporter un bémol. La politique vis-à-vis des crimes commis par des membres des forces de sécurité n'a pas changé. "Si un policier coupable d'une infraction est arrêté, on ne verra

jamais cette information dans la presse". Il cite un exemple à l'appui : après la nomination de Iounous-Bek Evkourov, quatre hommes ont été torturés dans un poste de police, à Malgobek (40 kms au nord de Magas). *Mashr* a réussi à ébruiter ce fait et le Président a demandé une enquête. Pourtant, selon Magomed Moutsoulgov, les policiers n'ont toujours pas été arrêtés, et leur supérieur a été promu. Pour le défenseur des droits de l'homme, la solution au chaos ingouche se trouve au Kremlin. "Seul Moscou a le pouvoir de régler cette question au niveau global.", confie-t-il.

En Ingouchie, peut être encore plus qu'en Tchétchénie - où la fonction d'informer semble revenue aux membres de *Mémorial*, ou de *Dosh* - les militants des droits de l'homme se substituent aux journalistes.

Tous les journalistes et les militants rencontrés par Reporters sans frontières déplorent le faible niveau d'information de la population. Dans ces deux républiques, des médias détenteurs d'informations trop sensibles pour être publiées dans leurs colonnes n'hésitent pas à les transmettre aux ONG afin qu'elles les intègrent dans leurs rapports. Mais les initiatives de ces organisations sont généralement boycottées par les médias publics locaux. Même lorsqu'elles concernent des sujets sociaux, tels que les transports publics ou les logements. C'est encore plus vrai lorsqu'il est question d'informations relatives à la persistance des violences.

C'est le cas aussi des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), qui doivent normalement être publiées dans la presse de l'Etat concerné par le jugement. Selon l'association *Mémorial*, ce n'est pas le cas en Tchétchénie. Les habitants ne peuvent en prendre connaissance que par Internet.

De l'avis de ces militants, l'évolution de la situation de la liberté de la presse dans la République de Tchétchénie se caractérise par une pression accrue sur les journalistes qui s'accompagne à son tour d'une autocensure croissante. La population se tourne donc assez largement vers les ONG pour dénoncer des situations, ou simplement essayer de faire respecter ses droits.

Reporters sans frontières soutient depuis plusieurs années le site *Live Chechnya* géré par l'Union des ONG de Tchétchénie (SNO). Tout comme *Ingushetiya.org* entend informer la population ingouche des violations des droits de l'homme dans la République, SNO tente de transmettre en temps réel aux Tchétchènes les renseignements dont elle dispose sur les disparitions ou sur les corps retrouvés dans le pays.

Russie

Caucase russe, le rideau de fer médiatique

Daghestan, Ingouchie, Tchétchénie

Les médias locaux sont réticents à se saisir du problème. Pour Svetlana Issaïeva, seuls ceux qu'elle qualifie de "média d'avant-garde" abordent ces questions, comme *Tchernovik*. Son concurrent direct, *Novoïe Delo*, a quant à lui refusé de traiter ce thème. Comme en Tchétchénie et en Ingouchie, la couverture de ces faits finit par revenir aux médias moscovites (*Ekho Moskvy...*) et étrangers. Et comme en Tchétchénie, on observe un investissement des autorités dans le domaine médiatique pour noyer cette information dans la masse. Les médias financés par le budget d'Etat pullulent, dans une stratégie d'étouffement de la presse privée plus encline à aborder des thématiques sensibles. Dans cette lutte inégale, quelques titres s'accrochent.

C'est le cas de *Tchernovik* (Le brouillon). Son propriétaire, Khadjimourat Kamalov, est à la tête de la maison d'édition *Svoboda Slova* (Liberté d'expression). Elle publie non seulement *Tchernovik*, mais aussi *Tchistovik* (La copie), un deuxième titre dont la fonction essentielle est de fournir une tribune de secours, dans l'éventualité où le premier viendrait à être fermé.



Tchernovik

L'hebdomadaire fait l'objet de pressions, notamment en 2008 et en 2009. Ses locaux ont été perquisitionnés, tout comme le domicile de ses journalistes. Plusieurs d'entre eux ont été mis en examen pour "extrémisme" et "incitation à la haine interethnique". Face à ces intimidations, la rédaction refuse de se laisser impressionner et a déjà mobilisé lecteurs et sympathisants pour la soutenir lors d'une perquisition par exemple. Les articles consacrés aux opérations spéciales, ou aux disparitions, dans lesquels les journalistes mettent en doute la version officielle, sont à l'origine de ce harcèlement.

L'une des dernières poursuites intentées contre *Tchernovik* faisait suite à un article publié en juillet 2008 et intitulé "Le terroriste n°1", dans lequel étaient cités des propos du chef des *boïéviki*, Rappan Khalilov. Le procureur, Igor Tkachev, a

estimé le fait délictueux, dans la mesure où il conférerait à Rappan Khalilov et "à cette société criminelle" agissant sur le territoire du Daghestan, le statut d'une "force politique organisée". Pourtant, les perquisitions étaient illégales, puisque les employés de *Tchernovik* n'étaient entendus qu'à titre de témoins.

Khadjimourat Kamalov estime malgré tout que la situation de la liberté de la presse s'est améliorée depuis le remplacement de Magomedali Magomedov par Moukhou Aliiev, en 2006. Et la pluralité des peuples du Daghestan lui semble constituer une chance plutôt qu'une menace. Aucun groupe ne pouvant revendiquer une position majoritaire, le fractionnement de la population nourrit une culture du compromis dont ni la Tchétchénie ni l'Ingouchie n'ont pu bénéficier, et où le risque de dispersion contraint chacun à conclure des alliances.

Représailles à la clé

Convocations policières, poursuites en tout genre (administratives, fiscales ou pour "extrémisme" et "incitation à la haine interethnique") pouvant aboutir à la fermeture d'une structure, ou d'un site, telles sont les difficultés de ceux qui transgressent la loi du silence. Les médias risquent également l'expulsion, l'impossibilité de trouver des locaux, d'être imprimés et distribués, etc.



Capture d'écran du site *Ingushetia.org* (ancien *Ingushetiya.ru*)

Des tentatives d'intimidation plus violentes ont aussi cours, plus spécialement en Ingouchie, où la tension politique et sociale est perceptible. Le 31 août 2008, Magomed Evloïev, propriétaire du site *Ingushetia.ru*, très critique à l'égard de l'ancien président Ziazikov, a ainsi été abattu d'une balle à la tempe alors qu'il venait d'être illégalement arrêté à sa descente de l'avion par les troupes du ministère de l'Intérieur. Quant à la rédactrice en chef du site, Roza Malsagova, elle vit en exil où elle s'est réfugiée pour préserver sa sécurité et celle de ses trois enfants.

Magomed Moutsoulgov, de *Mashr*, décrit les filatures, les licenciements de proches, mais aussi l'ostracisme qui frappent les défenseurs des droits de l'homme dans des sociétés où la violence et l'impunité sont la règle. Le rédacteur en chef d'*OTI*, Aslan Kodzoïev a, quant à lui, essuyé une tentative d'assassinat, avant d'être enlevé à l'été 2008. Conduit dans un champ, il a été menacé d'être exécuté s'il continuait à publier des opinions ouvertement critiques envers les autorités. Il est circonspect face aux possibilités réelles d'amélioration de la situation : " Evkourov comprend que les libertés doivent être protégées. Mais il n'y a rien ici sur quoi s'appuyer. Et même si demain il décidait du contraire, nous ne pourrions rien faire."

Ainsi, hormis quelques exceptions, c'est la presse russe nationale (*Novaïa Gazeta*, tout particulièrement à l'époque d'Anna Politkovskaïa, *Kommersant* et *Ekho Moskvy*) ou les médias internationaux qui sont les plus à même d'échapper aux intimidations et de traiter ces informations.

C'est la raison du mécontentement des autorités face à l'image des républiques véhiculée par cette presse échappant à leur contrôle. Ainsi, l'ancien responsable du service de presse de Ramzan Kadyrov affirme "ne pas reconnaître la région où [il] vit dans les articles publiés dans la presse étrangère". Ce qui n'empêche pas le gouvernement de réfléchir à la suppression des règles d'accréditation pour les journalistes souhaitant travailler en Tchétchénie, puisque les représentants du pouvoir ont "des choses à montrer et non à cacher". "Nous avons un Président jeune et énergique, de jeunes ministres, on peut montrer Grozny aujourd'hui et comparer avec hier et parler de demain", ajoute l'ancien collaborateur du président tchétchène.

Dans un Caucase "en voie de normalisation", c'est-à-dire dans lequel l'expression des violences est minimisée et dissimulée, la tension reste percepti-

ble. En Ingouchie bien sûr, mais en Tchétchénie aussi. Au-delà des indicateurs de la reconstruction, du nombre d'immeubles de seize étages inaugurés, d'appartements et de voitures offerts, les questions de justice et d'insécurité ne pourront indéfiniment être mises sous le boisseau. Que se passera-t-il alors ? Les défenseurs des droits de l'homme continueront-ils, avec quelques rares journalistes et médias indépendants, à jouer le rôle de vigies ?

Il est primordial de soutenir le développement des initiatives de la société civile, des médias locaux ou centraux, couvrant l'actualité de ces républiques. Il faut aussi que les médias étrangers y reviennent. A cet égard, la levée du statut de KTO pour la Tchétchénie pourrait faciliter le travail des professionnels de la presse dans la région. Ce n'est pas parce que la guerre est finie que la société civile est sauvée. Elle est au contraire en péril. Le spectre de la guerre semble écarté, mais les populations sont livrées à elles-mêmes, ou plutôt à leurs maîtres, qui n'ont pas le souci, et parfois les moyens, de mettre en œuvre et de défendre les libertés les plus fondamentales. C'est pourquoi la présence de la presse est primordiale pour instaurer un dialogue entre des groupes figés dans un face-à-face haineux et pour tenter de limiter la radicalisation, religieuse notamment, de la population.



Citation de R. Kadyrov sur le fronton de l'aéroport de Grozny : "Seuls les actes témoignent du patriotiste"

Annexe I : Tchétchénie 1993/2009 : journalistes tués, enlevés et disparus

1993 :

- Dimitri Krikorians, correspondant pour l'hebdomadaire *Ekspress Kronika*, est abattu par des inconnus à son domicile, à la mi-avril (date non précisée).

1994 :

- Cynthia Elbaum, photjournaliste indépendante américaine, est tuée lors d'un bombardement de l'aviation russe à Grozny, le 22 décembre.

- Vladimir Jitarenko, journaliste pour le quotidien de l'armée russe *Krasnaïa Zvezda*, est abattu le 21 décembre par un tireur embusqué à 20 km au nord de Grozny, à Tolstoï lourd.

1995 :

- Jochen Piest, correspondant pour l'hebdomadaire allemand *Stern* à Moscou, est tué à Tchervlionaïa (nord-est de Grozny) dans une attaque suicide. Vladimir Sorokine, journaliste pour le quotidien russe *Rossiskaïa Gazeta* est blessé lors de cette attaque.

- Valentin Yanous, cameraman pour la chaîne de télévision régionale de Pskov (nord-est de la Russie) est tué le 14 janvier dans le centre de Grozny.

- Chamkhan Kaguirov, journaliste pour le quotidien *Rossiskaïa Gazeta*, est tué dans une embuscade le 12/12/95 près de Grozny.

- Maxime Chabaline et Félix Titov, journalistes pour le quotidien de Saint-Petersbourg *Nevskoïe Vremia*, ont disparu depuis le 13/03/95 alors qu'ils enquêtaient en Ingouchie et en Tchétchénie.

- Sergueï Ivanov, journaliste pour *Nevskoïe Vremia*, a disparu depuis le 4/06/95.

1996 : 5 journalistes tués, 4 journalistes disparus

- Viktor Pimenov, cameraman pour la chaîne de télévision de Grozny, *Vainakh* (pro-russe) est tué par un tireur d'élite dans le centre de Grozny alors qu'il effectuait un reportage sur les combats entre les troupes russes et les combattants tchétchènes infiltrés dans la capitale.

- Nadejda Tchaïkova, journaliste pour l'hebdomadaire *Obchaïa Gazeta* est retrouvée morte le 11 avril près de Grozny.

- Nina Efimova, collaboratrice pour le journal tchétchène *Vozrojdenie* (pro-russe) et sa mère (70 ans) sont enlevées par des inconnus dans leur appartement de Grozny dans la nuit du 7 au 8 mai 1996. Abattues de plusieurs balles dans la tête, elles sont retrouvées mortes le 9 mai près de Grozny.

- Ramzan Khadjiev, correspondant pour la chaîne de télévision ORT, est tué en août 1996 par des projectiles tirés depuis un blindé russe situé à un barrage à Grozny.

- Farhad Kerimov, cameraman pour l'agence d'images américaine APTV et journaliste pour l'agence de presse azerbaïdjanaise *Turan* est tué en Tchétchénie dans des circonstances mystérieuses.

- Vitali Chevtchenko, Elena Petrova et Andreï Basavlouk, journalistes ukrainiens de la chaîne de télévision *Lita M*, sont vus pour la dernière fois à Grozny le 9 août.

Russie

Caucase russe, le rideau de fer médiatique

Daghestan, Ingouchie, Tchétchénie

- Natalia Vasenina, rédactrice en chef du journal local *Nezavissimost*, est enlevée par deux inconnus masqués et armés dans son appartement du centre de Grozny, le 27 septembre. Depuis on est sans nouvelles d'elle.

1999 : 3 journalistes tués, 4 journalistes enlevés

- Soupián Ependiev, journaliste pour le quotidien *Groznenskii Rabotchii* et l'hebdomadaire *Itchkeria*, est tué le 27 octobre lors d'un bombardement à Grozny.

- Shamil Gigaïev, cameraman pour la chaîne de télévision *Nakhcho*, est tué le 29 octobre, lors d'un bombardement de l'armée russe sur la route entre Grozny et Nazran.

- Ramzan Meïdov, cameraman tchéchène pour la chaîne de télévision russe *TV Tsentr*, est tué lors d'un bombardement de l'aviation russe dans la région d'Atchkhoï-Martán (Ouest de la Tchétchénie).

- Saïd Issaïev, correspondant pour l'agence de presse *Itar-Tass* en Tchétchénie, est enlevé le 28 mars à son domicile de Grozny par plusieurs inconnus armés. Il est libéré trois mois plus tard.

- Anton Marianov, correspondant pour le quotidien russe *Nacheku*, est enlevé en Tchétchénie en janvier 1999. Il est libéré le 10 juin mais est de nouveau enlevé le 15 octobre dans des circonstances floues, et libéré deux jours plus tard.

- Dmitri Balbourov, journaliste pour l'hebdomadaire *Moskovskie Novosti*, est enlevé le 4 octobre en Ingouchie, à Nazran. Il est transporté en Tchétchénie où il subit de mauvais traitements. Il est libéré le 13 janvier.

- Brice Fleutiaux, photjournaliste indépendant français, est enlevé le 1er octobre par une groupe armé à Grozny. Il est libéré le 12 juin 2000.

2000 : 3 journalistes tués, 1 journaliste emprisonné

- Vladimir Yatsina, photjournaliste pour l'agence de presse russe *Itar-Tass*, est tué le 20 février. Il était détenu depuis le 19 juillet 1999.

- Alexander Yefremov, journaliste pour le quotidien *Nache Vremia* de Tioumen (Sibérie), est tué le 12 mai à Kirov (Sud-Est) lors d'un attentat à la voiture piégée.

- Adam Tepsurgaïev, journaliste cameraman indépendant pour plusieurs médias est tué par balles à Alkhan-Kala (10 km au sud de Grozny), le 21 novembre. Des inconnus armés parlant le tchéchène ont fait irruption dans la maison.

- Andreï Babitsky, journaliste pour *Radio Svoboda*, est arrêté par les troupes russes près de Grozny le 16 janvier. Conduit dans un camp de filtration dans le nord de la Tchétchénie, il subit de mauvais traitements. Il est libéré le 29 février, mais il lui est interdit de quitter la Russie.

2006 : 1 journaliste disparue

- Elina Ersenoeva, journaliste pour le journal d'opposition *Tchetchenskaïe Obchestvo*, est enlevée avec sa tante, le 17 août, par des individus armés dans les rues de Grozny.